

(N. 774)

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri**  
(ANDREOTTI)

**di concerto col Ministro dell'Interno**  
(SCALFARO)

**col Ministro di Grazia e Giustizia**  
(MARTINAZZOLI)

**e col Ministro dei Trasporti**  
(SIGNORILE)

*(V. Stampato Camera n. 970)*

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 5 giugno 1984*

---

**Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sugli effetti  
internazionali della decadenza dal diritto di condurre veicoli  
a motore, adottata a Bruxelles il 3 giugno 1976**

---

**DISEGNO DI LEGGE**  
—

## Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea sugli effetti internazionali della decadenza dal diritto di condurre veicoli a motore, adottata a Bruxelles il 3 giugno 1976.

## Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 della convenzione stessa.

## Art. 3.

Le comunicazioni previste nell'articolo 2 della convenzione sono trasmesse e ricevute dal Ministero dei trasporti.

I provvedimenti stranieri comunicati ai sensi del predetto articolo 2 sono annotati nello schedario dei titolari di patenti di guida, di cui all'articolo 92 del testo unico delle norme sulla circolazione stradale, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 giugno 1959, n. 393.

## Art. 4.

Agli effetti delle disposizioni di cui ai commi terzo, quarto e quinto dell'articolo 91 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 giugno 1959, n. 393, si tiene conto anche delle violazioni che hanno determinato i provvedimenti stranieri annotati ai sensi del precedente articolo 3.

Agli effetti delle disposizioni di cui ai commi sesto, settimo e ottavo dell'articolo 91 del predetto testo unico si tiene conto anche delle violazioni che hanno determi-

nato i provvedimenti stranieri annotati ai sensi del precedente articolo 3, sempre che per gli stessi fatti sia instaurato procedimento penale in Italia.

Nei casi di riconoscimento, ai sensi dell'articolo 12 del codice penale, di sentenza penale straniera pronunciata per uno dei delitti indicati nel sesto comma dell'articolo 91 del predetto testo unico, la corte di appello che pronuncia la sentenza di riconoscimento, nel dichiarare gli effetti di questo, determina la durata della sospensione della patente o ne ordina la revoca ai sensi del settimo comma dell'articolo suddetto.

**CONVENTION EUROPEENNE**  
**sur les effets internationaux de la déchéance du droit**  
**de conduire un véhicule a moteur**

**PREAMBULE**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Vu le nombre considérable d'accidents de la circulation et la gravité de leurs conséquences;

Estimant qu'il est de la plus haute importance pour la sécurité de la circulation de combattre les infractions routières par des moyens adéquats;

Estimant qu'en dehors des autres mesures de caractère préventif ou répressif, la déchéance du droit de conduire constitue à cette fin un moyen efficace;

Estimant que l'augmentation de la circulation internationale justifie une intensification des efforts en vue d'harmoniser les législations nationales et d'assurer aux décisions prononçant la déchéance du droit de conduire des effets hors de l'Etat qui les a ordonnées;

Considérant que cette coopération a déjà été préconisée dans la Résolution (71) 28 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative à la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres,

Sont convenus de ce qui suit:

**TITRE I**  
**DEFINITIONS**

**ARTICLE 1.**

Aux termes de la présente Convention:

a. l'expression « déchéance du droit de conduire » (ci-après en abrégé: « la déchéance ») désigne toute mesure définitive qui a pour but de restreindre le droit de conduire du conducteur qui a commis

une infraction routière. Cette mesure peut consister aussi bien en une peine principale qu'accessoire ou en une mesure de sûreté et peut avoir été prise aussi bien par une autorité judiciaire que par une autorité administrative;

b. l'expression « infraction routière » désigne toute infraction prévue dans la liste intitulée « Fonds commun d'infractions routières », annexée à la présente Convention.

## TITRE II

### EFFETS DE LA DECHEANCE

#### ARTICLE 2.

La Partie Contractante qui a prononcé la déchéance en avise sans délai la Partie Contractante qui a délivré le permis de conduire ainsi que celle sur le territoire de laquelle l'auteur de l'infraction réside habituellement.

#### ARTICLE 3.

La Partie Contractante qui a été avisée d'une telle décision peut prononcer dans le cadre de sa législation la déchéance qu'elle aurait estimé utile de prononcer, si les faits et circonstances ayant motivé l'intervention de l'autre Partie Contractante avaient eu lieu sur son propre territoire.

#### ARTICLE 4.

Si elle en a été requise, la Partie Contractante à laquelle la notification est faite est tenue de faire connaître la suite qui y a été donnée.

#### ARTICLE 5.

La présente Convention ne limite pas le droit des Parties Contractantes d'appliquer les mesures prévues par leur législation.

## TITRE III

### PROCEDURE

#### ARTICLE 6.

1. Les Parties Contractantes feront connaître, par déclaration adressées au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, les autori-

tés habilitées à transmettre et à recevoir les notifications prévues à l'article 2 ainsi que toute autre communication pouvant résulter de l'application de la présente Convention.

2. Ces notifications doivent être accompagnées d'une copie certifiée conforme de la décision prononçant la déchéance avec un exposé des faits.

3. Si la Partie Contractante à laquelle la notification est faite estime que les renseignements fournis sont insuffisants pour lui permettre d'appliquer la présente Convention, elle demande le complément d'informations nécessaire et éventuellement communication d'une copie conforme du dossier de la procédure.

#### ARTICLE 7.

Les Parties Contractantes étendent leurs règles d'entraide internationale en matière pénale aux mesures nécessaires à l'application de la présente Convention.

#### ARTICLE 8.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la traduction des notifications et des pièces annexes ne peut être exigée.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les notifications et pièces annexes lui soient adressées accompagnées soit d'une traduction dans sa propre langue, soit d'une traduction dans l'une quelconque des langues officielles du Conseil de l'Europe, ou dans celle de ces langues qu'elle indiquera. Les autres Parties contractantes peuvent appliquer la règle de la réciprocité.

#### ARTICLE 9.

Les documents transmis en application de la présente Convention seront dispensés de toutes les formalités de légalisation.

#### ARTICLE 10.

Les Parties Contractantes renoncent de part et d'autre à réclamer le remboursement des frais résultant de l'application de la présente Convention.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS FINALES

#### ARTICLE 11.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

#### ARTICLE 12.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

#### ARTICLE 13.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général

du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### ARTICLE 14.

1. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes établissent ou viennent à établir leurs relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier de réciprocité leur imposant des obligations plus étendues, elles auront la faculté de régler leurs rapports mutuels en la matière en se fondant exclusivement sur ces systèmes.

2. Les Parties Contractantes qui viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention, conformément au paragraphe 1 du présent article, adresseront à cet effet une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### ARTICLE 15.

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### ARTICLE 16.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a. toute signature;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 11;
- d. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 6;
- e. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8;
- f. toute déclaration et notification reçues en application des dispositions de l'article 13;



g. toute modification reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 14;

h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 15 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

#### ARTICLE 17.

La présente Convention et les déclarations et notifications qu'elle autorise ne s'appliqueront qu'aux infractions routières commises postérieurement à son entrée en vigueur entre les Parties Contractantes intéressées.

En foi de quoi, les soussignées, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 3 juin 1976, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

*Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:*

*Pour le Gouvernement de la République de Chypre:*

G. IOANNIDES

*Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:*

NIELS MADSEN

*Pour le Gouvernement de la République française:*

JEAN LECANUET

*Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:*

*Pour le Gouvernement de la République hellénique:*

A. PAPASTEPHANOU

*Pour le Gouvernement de la République islandaise:*

*Pour le Gouvernement d'Irlande:*

*Pour le Gouvernement de la République italienne:*

MARCO PISA

*Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:*

R. KRIEPS

*Pour le Gouvernement de Malte:*

*Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:*

INGER LOUISE VALLE

*Pour le Gouvernement de la République portugaise:*

JOSÉ PIRES CUTILEIRO

*Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:*

*Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:*

KURT FUGLER

*Pour le Gouvernement de la République turque:*

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord:*

## ANNEXE

## FONDS COMMUN D'INFRACTIONS ROUTIERES

1. Homicide involontaire ou blessures involontaires causés dans la domaine de la circulation routière.

2. « Délit de fuite », c'est-à-dire violation des obligations incombant aux conducteurs de véhicules à la suite d'un accident de la circulation.

3. Conduite d'un véhicule par une personne:

- a. en état d'ivresse ou sous l'influence de l'alcool;
- b. sous l'influence de stupéfiants ou de produits ayant des effets analogues;
- c. inapte par suite d'une fatigue excessive.

4. Conduite d'un véhicule à moteur non couvert par une assurance garantissant la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers du fait de l'emploi de ce véhicule.

5. Refus d'obtempérer aux injonctions d'un agent de l'autorité concernant la circulation routière.

6. Inobservation des règles concernant:

- a. la vitesse des véhicules;
- b. la place des véhicules en mouvement et le sens de leur marche, le croisement, le dépassement, le changement de direction et le franchissement des passages à niveaux;
- c. la priorité de passage;
- d. le privilège de circulation de certains véhicules tels que les véhicules de lutte contre l'incendie, les ambulances, les véhicules de police;
- e. l'inobservation des signaux et des marques sur le sol, notamment du signal « Stop »;
- f. le stationnement et l'arrêt des véhicules;

g. l'accès des véhicules ou de catégories de véhicules à certaines voies, notamment en raison de leur poids ou de leurs dimensions;

h. l'équipement de sécurité des véhicules et de leur chargement;

i. la signalisation des véhicules et de leur chargement;

j. l'éclairage des véhicules et l'usage des feux;

k. la charge et la capacité des véhicules;

l. l'immatriculation des véhicules, la plaque d'immatriculation et le signe distinctif de nationalité.

7. Défaut d'habilitation légale du conducteur.

## TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE EUROPEA****sugli effetti internazionali della decadenza dal diritto  
di condurre veicoli a motore**

## PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Visto il numero considerevole di incidenti stradali e la gravità delle loro conseguenze;

Ritenendo che è della massima importanza per la sicurezza della circolazione combattere le infrazioni stradali con mezzi adeguati;

Ritenendo che oltre alle altre misure di carattere preventivo o repressivo, la decadenza dal diritto di guidare veicoli a motore costituisce a tale fine un mezzo efficace;

Ritenendo che l'aumento della circolazione internazionale giustifica una intensificazione degli sforzi tendenti ad armonizzare le legislazioni nazionali e ad assicurare ai provvedimenti che pronunciano la decadenza dal diritto di guidare degli effetti fuori dello Stato che li ha ordinati;

Considerando che tale cooperazione è già stata auspicata nella Risoluzione (71) 28 del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa relativa alla decadenza dal diritto di guidare un veicolo a motore;

Considerando che il fine del Consiglio d'Europa è quello di realizzare una più stretta unione tra i suoi Membri,

Hanno convenuto quanto segue:

## TITOLO I

## DEFINIZIONI

## ARTICOLO 1.

Ai sensi della presente Convenzione:

a. l'espressione «decadenza dal diritto di condurre» (qui di seguito in forma abbreviata: «la decadenza») indica ogni misura definitiva avente lo scopo di restringere il diritto di condurre del

conducente che ha commesso una infrazione stradale. Tale misura può consistere tanto in una pena principale - o accessoria - che in una misura di sicurezza che sia stata adottata da una autorità giudiziaria o da una autorità amministrativa;

b. l'espressione « infrazione stradale » indica ogni infrazione prevista nell'elenco intitolato « Fondo comune di infrazioni stradali », allegato alla presente Convenzione.

## TITOLO II

### EFFETTI DELLA DECADENZA

#### ARTICOLO 2.

La Parte Contraente che ha pronunciato la decadenza ne dà avviso senza indugio alla Parte Contraente che ha rilasciato la patente di guida nonché a quella sul territorio della quale risiede abitualmente l'autore dell'infrazione.

#### ARTICOLO 3.

La Parte Contraente che è stata avvertita di tale decisione può pronunciare, a norma della propria legge, la decadenza che avrebbe ritenuto utile pronunciare, se i fatti e le circostanze che hanno motivato l'intervento dell'altra Parte Contraente fossero avvenuti sul proprio territorio.

#### ARTICOLO 4.

Qualora le sia stato richiesto, la Parte Contraente che ha ricevuto la notificazione deve far conoscere il seguito che vi è stato dato.

#### ARTICOLO 5.

La presente Convenzione non limita il diritto delle Parti Contraenti di applicare le misure previste dalla propria legge.

## TITOLO III

### PROCEDURA

#### ARTICOLO 6.

1. Le Parti Contraenti faranno conoscere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, le autorità abilitate a trasmettere e a ricevere le notificazioni previste

dall'articolo 2 nonché ogni altra comunicazione che derivi dall'applicazione della presente Convenzione.

2. Queste notificazioni debbono essere accompagnate da una copia munita di certificazione di conformità della decisione che pronuncia la decadenza con l'esposizione dei fatti.

3. Se la Parte Contraente alla quale la notificazione viene fatta ritiene che le informazioni fornite sono insufficienti per consentirle di applicare la presente Convenzione, chiede il supplemento di informazioni necessario ed eventualmente comunicazione di una copia degli atti processuali, munita di certificazione di conformità.

#### ARTICOLO 7.

Le Parti Contraenti estendono le loro norme di assistenza reciproca internazionale in materia penale alle misure necessarie alla applicazione della presente Convenzione.

#### ARTICOLO 8.

1. Salvo quanto disposto nel paragrafo 2 del presente articolo, non può essere pretesa la traduzione delle notificazioni e dei documenti allegati.

2. Ciascuno Stato può, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, riservarsi la facoltà di esigere che le notificazioni e i documenti allegati gli siano indirizzati unitamente ad una traduzione nella propria lingua, o ad una traduzione in una qualsiasi delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o in quella di tali lingue che esso indicherà. Le altre Parti Contraenti possono applicare il principio della reciprocità.

#### ARTICOLO 9.

I documenti trasmessi in applicazione della presente Convenzione saranno dispensati da ogni formalità di legalizzazione.

#### ARTICOLO 10.

Le Parti Contraenti rinunciano reciprocamente ad ogni pretesa di rimborso delle spese derivanti dall'applicazione della presente Convenzione.

## TITOLO IV

## DISPOSIZIONI FINALI

## ARTICOLO 11.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata, accettata od approvata. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ciascuno Stato firmatario che la ratificherà, la accetterà o l'approverà successivamente, tre mesi dopo la data di deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

## ARTICOLO 12.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare gli Stati che non sono membri del Consiglio ad aderire alla presente Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

## ARTICOLO 13.

1. Ciascuno Stato può, all'atto della firma o al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, designare il territorio o i territori ai quali si applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione o in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione della presente Convenzione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione e di cui assicura le relazioni internazionali.



3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo che precede potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio indicato in tale dichiarazione, mediante notificazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notificazione da parte del Segretario generale del Consiglio d'Europa.

#### ARTICOLO 14.

1. Se due o più Parti Contraenti stabiliscono o stabiliranno le loro relazioni sulla base di una legislazione uniforme o di un regime particolare di reciprocità che impone loro degli obblighi più estesi, esse avranno la facoltà di regolare i loro rapporti reciproci in materia basandosi esclusivamente su tali ordinamenti.

2. Le Parti Contraenti che escludessero dai loro rapporti reciproci l'applicazione della presente Convenzione, in conformità al paragrafo 1 del presente articolo, indirizzeranno a tal fine una notificazione al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

#### ARTICOLO 15.

1. Ciascuna Parte Contraente potrà, per quanto la riguarda, denunciare la presente Convenzione indirizzando una notificazione al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notificazione da parte del Segretario generale.

#### ARTICOLO 16.

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio ed a ogni Stato che ha aderito alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) ogni deposito di strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità all'articolo 11;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 6;
- e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 8;
- f) ogni dichiarazione e notificazione ricevute in applicazione delle disposizioni dell'articolo 13;

g) ogni notificazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 14;

h) ogni notificazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 15 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto.

#### ARTICOLO 17.

La presente Convenzione e le dichiarazioni e notificazioni che essa autorizza si applicheranno soltanto alle infrazioni stradali commesse successivamente alla sua entrata in vigore tra le Parti Contraenti interessate.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente all'uopo autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Bruxelles, il 3 giugno 1976, in francese ed in inglese, entrambi i testi facendo egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia munita di certificazione di conformità a ciascuna delle Parti firmatarie ed aderenti.

*(Seguono le firme)*

## ALLEGATO

## FONDO COMUNE DI INFRAZIONI STRADALI

1. Omicidio involontario o ferite involontarie causate nel settore della circolazione stradale.
2. « Reato di fuga », cioè violazione degli obblighi che incombono ai conducenti dei veicoli in seguito a un incidente stradale.
3. Guida di un veicolo da parte di una persona:
  - a) in stato di ubriachezza o sotto l'influenza dell'alcool;
  - b) sotto l'influenza di stupefacenti o di prodotti aventi analoghi effetti;
  - c) inabile in seguito a un'eccessiva fatica.
4. Guida di un veicolo a motore non coperto da un'assicurazione che garantisca la responsabilità civile per i danni causati a terzi in seguito all'uso di tale veicolo.
5. Rifiuto di ottemperare alle ingiunzioni di un agente autorizzato in merito alla circolazione stradale.
6. Inosservanza delle norme riguardanti:
  - a) la velocità dei veicoli;
  - b) la posizione dei veicoli in movimento e il loro senso di marcia, il passaggio agli incroci, il sorpasso, il cambiamento di direzione e l'attraversamento dei passaggi a livello;
  - c) le precedenza;
  - d) la priorità di circolazione di alcuni veicoli, ad esempio i veicoli dei vigili del fuoco, le ambulanze, i veicoli della polizia;
  - e) inosservanza dei segnali stradali e della segnaletica orizzontale, in particolare del segnale « Stop »;
  - f) la sosta e la fermata dei veicoli;
  - g) l'accesso di veicoli o di categorie di veicoli ad alcune strade, in particolare in ragione del loro peso e delle loro dimensioni;
  - h) l'attrezzatura di sicurezza dei veicoli e del loro carico;
  - i) la segnaletica dei veicoli e del loro carico;
  - j) l'illuminazione dei veicoli e l'uso delle luci;
  - k) il carico e la capienza dei veicoli;
  - l) l'immatricolazione dei veicoli, la targa e la sigla distintiva della nazionalità.
7. Mancanza di autorizzazione legale alla guida.